

Travaux de la Chambre

LA RÉFORME FISCALE

LA QUESTION DE LA TAXE DE VENTE—L'ÉTUDE PAR UN COMITÉ

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, je voudrais poser une très courte question au président du comité des finances. Pourrait-il nous dire si ce comité compte étudier un projet de taxe sur les aliments ou s'il proposera d'exempter ces produits d'une taxe éventuelle à la consommation?

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, le comité des finances se penche actuellement sur la première phase du Livre blanc qui traite de l'impôt sur le revenu et des mesures fiscales pertinentes envisagées par le gouvernement fédéral concernant la taxe de vente telle qu'elle existe actuellement. Après la première année, je crois que ce comité amorcera la phase II et qu'il examinera ce qui s'est passé dans l'intervalle. Il va de soi que tous les produits imposables feront l'objet d'une étude, ainsi que les modalités d'une nouvelle proposition fiscale sur ce chapitre conformément aux dispositions du Livre blanc.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

DÉCLARATION HEBDOMADAIRE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, le leader du gouvernement à la Chambre peut-il nous faire une déclaration au sujet des travaux prévus par le gouvernement pour les prochains jours?

L'hon. Doug Lewis (ministre d'État et ministre d'État (Conseil du Trésor)): Monsieur le Président, en réponse à la question de mon collègue, voici le programme. La Chambre continuera à discuter du projet de loi C-84 aujourd'hui et, si nous n'en finissons pas, nous le mettrons en délibération encore la semaine prochaine, jusqu'à ce que nous ayons terminé.

Si nous recevons un message du Sénat exigeant un autre débat sur le projet de loi C-22, nous aborderons cette question. En réserve, nous avons la deuxième lecture du projet de loi C-68 sur les Accords de Bretton Woods et, si le temps le permet la semaine prochaine, nous pourrions passer à la deuxième lecture du projet de loi C-61, mesure portant sur les produits de la criminalité.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

PRÉSENTATION DES 19^E, 20^E, 21^E ET 22^E RAPPORTS DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES PARLEMENTAIRES DE L'OTAN

M. Bob Hicks (Scarborough-Est): Monsieur le Président, conformément à l'article 101 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre les dix-neuvième, vingtième, vingt et unième et vingt-deuxième rapports de l'Association canadienne des parlementaires de l'OTAN, dans les deux langues officielles.

PÉTITIONS

LE DROIT DE COMPARUTION DEVANT UNE COMMISSION DU STATUT DE RÉFUGIÉ

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le plaisir de présenter une pétition au nom d'un certain nombre de Canadiens qui reconnaissent que, dans maintes régions du globe, des troubles poussent des gens à chercher refuge au Canada pour échapper aux persécutions.

Ils reconnaissent que le Canada a fixé des normes pour la reconnaissance du statut de réfugié mais que le système existant a cédé sous des pressions inattendues. Ils déclarent également qu'un comité parlementaire permanent a proposé de nouvelles règles pour la détermination du statut de réfugié qui sont plus rapides et plus justes que celles actuellement en vigueur et que ce comité a obtenu l'appui du Conseil des Églises du Canada, de l'Association du barreau canadien, du Congrès juif canadien et d'autres groupes ou particuliers. Les pétitionnaires demandent donc au Parlement d'adopter une mesure législative donnant corps aux principes énoncés dans le rapport du comité.

Les pétitionnaires reconnaissent de plus que le rapport favorable des auditions justes et rapides devant une commission des réfugiés indépendante de la Commission de l'immigration pour les personnes qui demandent le statut de réfugié et qu'il préconise un accès universel *libre* à ces auditions à toute personne qui se trouve au Canada et revendique ce statut ainsi que des possibilités raisonnables de venir au Canada pour présenter sa demande de statut.

[Français]

OPPOSITION À LA TAXATION DES ALIMENTS

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, étant donné que le gouvernement conservateur se propose d'étudier la possibilité de faire subir aux contribuables canadiens une taxe sur les biens et services incluant la nourriture; étant donné que le chef du parti libéral (M. Turner) et les militants s'opposent à cette taxe, j'ai ici une pétition signée par des électeurs de ma circonscription qui enjoignent au Parlement de rejeter toute mesure qui aurait pour effet d'instaurer une taxe de vente sur les produits alimentaires.

J'ai également une pétition signée par les électeurs de ma circonscription, mais du Sud, du bas de la circonscription, si je peux dire, qui enjoignent également au Parlement de rejeter toute mesure qui aurait pour effet d'instaurer une taxe de vente sur les produits alimentaires.

[Traduction]

L'INCLUSION DANS LA CONSTITUTION DU PATRIMOINE MULTICULTUREL DU CANADA

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par un certain nombre de personnes liées à *Mosaic*, service multithnique de Vancouver.